

de n'en avoir que quelques grandes. Je comprends qu'un gouvernement, qu'il soit fédéral ou provincial, refuse d'accorder des licences et des permis à des sociétés appartenant à des capitaux étrangers. Je comprends également—sans pour autant l'approuver—l'imposition par le gouvernement d'une multitude de mesures de surveillance et de réglementation dans le domaine pétrolier, car la plupart du temps elles sont excessives et coûteuses. Si les gouvernements surveillent, réglementent, contrôlent et imposent lourdement et s'ils limitent l'expansion des sociétés, à quoi bon canadianiser ou même nationaliser une société produisant des ressources non renouvelables et dont l'existence de ce fait est limitée? Pour l'instant, nous pouvons faire ce que nous voulons des sociétés ou des industries. Nous pouvons les détruire du jour au lendemain comme c'est le cas actuellement dans l'Ouest. Alors, pourquoi donc essayer de canadianiser quelque chose dont l'existence est éphémère? J'ai du mal à suivre un tel raisonnement. La seule explication que j'y vois c'est que quelques hommes politiques sont assoiffés de pouvoir, ce qui les pousse à agir ainsi sans qu'ils en aient véritablement le droit et sans connaître véritablement le secteur. Nos dirigeants sont animés d'une faim et d'un désir profonds d'avoir la haute main sur ce qui appartient au peuple; or, les ressources lui appartiennent entièrement.

J'ai travaillé pour des compagnies multinationales et je connais l'humeur d'un bon nombre d'entre elles. J'ai travaillé pour le compte de la General Electric à Peterborough et je n'ai jamais vu accorder davantage d'attention au Canada et à ses réalisations que dans certaines sociétés multinationales. Certes, il y a lieu de les surveiller et de les réglementer, mais il serait erroné de les chasser de notre pays. Nous avons besoin de capitaux et de technologie et nous avons besoin des multinationales pour prendre en charge les industries du secteur énergétique de notre pays.

J'arrive à comprendre que le gouvernement fédéral ait envie de canadianiser dans une certaine mesure le secteur pétrolier sur les terres du Canada, mais je ne comprends pas pourquoi il veut étendre cette politique de canadianisation à la mise en valeur de ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz sur les terres du Canada sans que les provinces y consentent ou même le souhaitent. Je comprends très bien comment le gouvernement de la Saskatchewan peut accepter de collaborer avec le gouvernement fédéral pour augmenter le taux de participation canadienne; mais si l'idéologie politique des partis au pouvoir en Alberta, au Manitoba, en Colombie-Britannique ou à Terre-Neuve leur dicte un comportement quelque peu différent à l'égard de l'industrie pétrolière et gazière, il me semble que le gouvernement doit s'en accommoder. Pourquoi essaie-t-il d'imposer son idéologie politique à tous les gouvernements provinciaux du Canada? C'est ce qu'il fait dans toutes ces mesures, particulièrement dans le bill à l'étude et aussi dans la mesure sur le Programme d'encouragements pétroliers. Pourquoi fait-il cela? Dans quel but? C'est à cause d'une lubie politique.

Ces mesures doivent être révisées le plus tôt possible. Elles doivent être révisées à la lumière de bons principes politiques, et je suis convaincu qu'il y a des députés de l'autre côté de la Chambre, qui ont de tels principes. Ils n'ont qu'à s'affirmer.

### Sociétés commerciales canadiennes—Loi

De tous les côtés de la Chambre, il y a des députés qui ont de bons principes politiques, et ils doivent s'en servir.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A mon avis, les oui l'emportent.

*Et plus de cinq députés s'étant levés:*

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Convoquez les députés.

(La motion de M. Lalonde, mise aux voix, est adoptée.)

### (Vote n° 169)

POUR

Messieurs

Bachand	Ethier	MacBain
Baker	Evans	MacGuigan
(Gander-Twillingate)	Ferguson	Mackasey
Beauchamp-Niquet	Fleming	MacLaren
(M <sup>me</sup> )	Flis	Malépart
Bégin (M <sup>me</sup> )	Foster	Maltais
Berger	Fox	Marceau
Blais	Frith	Massé
Bloomfield	Garant	Masters
Bockstael	Gendron	McRae
Bossy	Gimaël	Nicholson
Breau	Gingras	(M <sup>lle</sup> )
Bujold	Gourde	Olivier
Bussières	(Lévis)	Ouellet
Caccia	Guilbault	Parent
Campbell	Harquail	Pelletier
(M <sup>lle</sup> )	Henderson	Penner
(South West Nova)	Herbert	Pepin
Campbell	Hervieux-Payette	Peterson
(Cardigan)	(M <sup>me</sup> )	Pinard
Chénier	Hopkins	Portelance
Chrétien	Irwin	Regan
Collenette	Isabelle	Reid
Corriveau	Kaplan	(Kenora-Rainy River)
Côté (M <sup>me</sup> )	Kelly	Robinson
Cousineau	Lachance	(Etobicoke-Lakeshore)
Cyr	Lalonde	Rompkey
Daudlin	Lamontagne	Rooney
Dawson	Landers	Rossi
de Corneille	Lang	Schroder
Demers	Laniel	Simmons
Deniger	Lapierre	Smith
Dingwall	Lapointe	Tardif
Dion	(Charlevoix)	Tessier
Dionne	Lapointe	Tobin
(Northumberland- Miramichi)	(Beauce)	Tousignant
Dubois	LeBlanc	Trudeau
Dupont	Leduc	Turner
Dupras	Lefebvre	Veillette
Erola (M <sup>me</sup> )	Loiselle	Watson—108.
	Lumley	